

RONDON DE ABTELIIKE BENOEMINGEN IN DE OUDE NEDERLANDEN :-: :-:

Over de abtelijke benoeringen in de oude Nederlanden is reeds heelwat te doen geweest. Niet alleen in de abdijen en in vroegere tijden : doch ook thans blijken de historici over de kwestie geen akkoord vinden.

Men weet hoe de abtelijke verkiezingen sinds het bestuur van keizer Karel in de Nederlanden gebeurden.

Of de vorst zijn handelwijze op rechtskundige gronden oirbaar kon maken, werd te zijne tijd druk betwist ; in de praktijk echter bleef het nieuw ingevoerde systeem gehandhaafd en werd de vrije keuze van de abten en abdissen in de Nederlanden in ruime maat gehandicapt.

Gedurende het bestuur van koning Philip II kwam men in Brabant tot het akkoord van 30 Juli 1564, hetwelk moet opgevat worden als een kontrakt met wederzijdsche verplichtingen. Hoe onder-tusschen praktisch, voor en na dit kontrakt, de koning zich een handelwijze permitteerde, welke rechtens niet te verdedigen schijnt, is voldoende bekend.

Ook na de zestiende eeuw werd de rechtsgrond, waarop de soevereinen in de Nederlanden hun « recht » tot benoeming van abten en abdissen wilden vesten, meermaals betwist.

Tot eenigerlei bevordering van een goede oplossing in een debat, dat de kerkelijke geschiedenis in onze landen aanbelangt, hebben we gemeend nuttig werk te verrichten door mede te deelen den tekst van een paar Memorandums over de behandelde kwestie.

Beide stammen uit de achttiende eeuw, toen bij de Brabantsche Revolutie de kwestie van het benoemingsrecht in de abdijen scherp werd gesteld. Terwijl de abdijen beweerden dat de soevereinen in de Nederlanden uit louter machtmisbruik de benoeringen van abten en abdissen hadden gedaan en dat dit misbruik met de brabantsche revolutie evenals alle ander misbruiken moest worden uitgeroeid, beweerden de Heeren van de Staten dat het benoemingsrecht van den vorst op hen was overgegaan.

Om het goed recht der abdijen te verdedigen schreven de alstoen bekende archivaris der abdij van Tongerlo, Adriaan Heylen, alsmede de heer Dotrengé, zaakgelastigde van den Prinsbisshop van Luik te Brussel, beiden een memorandum. Dotrengé haalde zijn argumentatie meest uit de algemeene landsgeschiedenis. Heylen steunde vooral op de dokumenten uitgegeven in het voortreffelijke

Chronicon Parchense van Prelaat Libertus de Pape. Beiden meenden terecht te mogen concluderen dat de benoemingen, door de vorsten gedaan, machtmisbruik waren geweest en dat rechtens de religieuzen der abdijen nooit hun recht tot vrije verkiezing van hun prelaten hadden verbeurd.

We laten den tekst van beide Memorandums hierna volgen.

De tekst, zooals hij hier volgt, staat in het Cartarius Abbatis XIX (Archief der abdij van Averbode, sectie I, reg. 29) en is geschreven door den nietongekenden archivaris van Hulsel, een tijdgenoot van de Brabantsche Revolutie. Van Hulsel verklaart dat hij beide Memorandums heeft gecopieerd op het handschrift onderscheidelijk van Dotrengre en Heylen.

Mogen beide deze interessante teksten bijdragen tot de oplossing van een belangrijk historisch en juridisch vraagstuk, dat van belang blijft voor de geschiedenis der Nederlanden.

Averbode

P. Emiel VALVEKENS, O. Praem.

1. *Memorandum van Dotrengre.*

Mémoire sur les élections aux Prélatures du Brabant, et sur le droit que les Souverains des Païjs-bas se sont attribué à ces dignités.

Depuis long-tems les souverains des Païjs-bas travaillaient à s'emparer du droit de nommer aux Abbaijs de ces provinces, et particulièrement de celles de Brabant, tandis d'un autre côté que ces abbaijes opposoient la plus grande fermeté à soutenir la liberté de leurs élections.

Pour parvenir à leur but les souverains soutenoient qu'aucun abbé quoiqu'élus canoniquement, ne pouvoit prendre possession de sa dignité sans l'agrément préalable du Duc de Brabant, et que d'agréer un Abbé élu, ou le nommer, étoit la même chose.

Ce droit d'agréer l'élection existoit en effet dans quelques maisons et s'il trouvoit même établi par la Charte de leur fondation, d'où l'on tiroit conséquence pour l'étendre d'une maison à l'autre et le rendre général.

Cette prétention sans cesse renaissante, toujours vigoureusement combattue, étoit une soucre intarissable de contestations entre les souverains et les Prélats du Brabant.

Tel étoit l'Etat des choses lorsque l'Empereur Charles V, encore seulement Prince d'Espagne, parvint à la possession des Païs-bas.

Il crut se donner un titre pour nommer aux Abbaijs de ses nouveaux Etats en impetrant de Léon X, qui occupait alors le St. Siège, une Bulle qui l'autorisait à nommer à ces prélatures. Cette bulle, émanée en 1515, se trouve au tome 1. des Placards de Brabant, page 3.

L'on observera ici que cette bulle, ou plutôt cet indult, n'était que personnel à ce prince, et ne s'étendait pas à ses successeurs ; qu'au surplus les Paijs-bas n'ij étaient pas spécialement exprimés.

Cet indult néanmoins n'en imposa pas encore aux abbaijs du Brabant. Elles soutirent qu'il ne les regardait pas, et qu'il ne pouvait leur ôter leur droit d'une election libre et canonique.

Cette discussion entre le souverain et les Abbaijs du Brabant, discussion que la nomination d'un Evêque de Liege à l'Abbaie de St. Michel à Anvers avait particulièrement excité, donna lieu au compromis du 12. fevrier 1521., raporté au tome 4. des Placards de Brabant, page 421.

Par ce compromis conclu entre le souverain et ces Abbés, il fut convenu que la décision du différend serait soumise au jugement de six arbitres, dont trois denommés par Charles V., et trois par les dits prélats, et que dans l'entre-tems les Abbaijs du Brabant demeureraient dans la possession d'une election libre et canonique.

L'on ignore si sentence arbitrale a jamais été portée : les Placards de Brabant n'en font aucune mention. Il est plus vraisemblable qu'elle n'a pas eu lieu, et que la question est demeuré indécise. Du moins est-il certain, par une lettre raportée au tome 1. du livre intitulé *Brabantia Sacra* fol. 244, qu'il n'ij avait encore rien décidé en 1527. Cette lettre, qui ratifie et le compromis susdit et la provision en faveur des Abbaijs, en est la preuve.

Cependant les monumens du temps offrent encore dans cet intervalle quelques entreprises de l'autorité souveraine sur les nominations aux prélatures du Brabant.

Le Concile de Trente, sess. 25 cap. VI de *Reformatione*, avait retabli le scrutin dans les élections des Abbés, ce qui supposait l'élection libre et canonique.

Quelques tribunaux des Paijs-bas consultés sur la réception du Concile de Trente, firent remarquer que ce décret n'était point admissible, et entre autres le Conseil de Brabant, qui dans l'avis qu'il rendit, s'expliqua en ces termes : *il contrarie directement, dit cette compagnie, à l'autorité et prééminence de sa Majesté quant aux nominations des Abbaijs, Piores et autres dignités.* L'auteur de ce Mémoire a eu en mains l'original de cet avis, daté du 7 Septembre 1564, ainsi que les observations qui l'accom-

pagnaient. On peut de reste consulter aussi sur cet objet *Stockmans* dans son ouvrage intitulé *Relatio gestorum circa Concilii Tridentini in Belgio promulgationem et receptionem*.

Les Conseils de Hollande et de Flandres avaient fait à peu près la meme observation.

D'où il paroît resulter que, malgré le compromis de l'an 1521, le souverain était demeuré dans une espèce de possession de nommer aux Abbaijs, toujours peut-être en vertu de l'indult de Léon X. de l'an 1515., qui operait apparemment dans les autres provinces ou du moins dans quelques unes d'entre elles.

L'Erection des Evêchés aux Paijs-bas suscita à cet égard une difficulté plus sérieuse. Il serait trop long d'en rapporter ici le détail. D'ailleurs l'histoire en est connue de tout le monde. On se bornera à dire que cette difficulté fit éclore le concordat du 30. juillet 1564., qui se trouve au tome 4. des Placardes de Brabant pag. 435.

On ne peut se refuser ici à une réflexion essentielle. C'est que ce concordat est antérieur de cinq semaines à l'avis du Conseil de Brabant susmentionné, dans lequel par consequent ce tribunal a pu justement relever l'autorité roijale à l'égard de la nomination aux Abbaijs.

Ce concordat par lequel Philip II. Roi d'Espagne s'assura la nomination aux Abbaijs du Brabant, sous les conditions ij prescrites, présente trois observations importantes.

La lere qu'il fut plustôt l'effet de la condescendance que de la volonté libre des Abbés du Brabant, qui n'ij acquiëscèrent que *ad redimendam vexam*.

La 2e roule sur la réserve expresse ij stipulée de non préjudice, *sine praejudicio*, ij est-il dit, *litis pendentis supra memoratae* : laquelle litis-pendance se rapporte à celle sur la liberté des élections, dont il avoit été fait mention auparavant, et qui vraisemblablement était celle qui avoit donné lieu au compromis de l'an 1521. Cette clause de *non préjudice* prouve que, non obstant ce concordat, les parties étaient et sont demeurées dans leurs droits respectifs, et qu'il n'ij a été acquis de ce chef aucun titre de droit au souverain, que conséquemment la possession, dans laquelle il s'est maintenu depuis, si elle a obscurci le droit, n'a pas anéanti le titre primordial.

La 3e observation est que ce concordat n'a été fait qu'entre les Abbés composant le premier membre des Etats de Brabant stipulant pour eux tant seulement.

Cependant l'auteur de ce Mémoire tient de la bouche d'un ancien

chef de la Magistrature, décédé depuis quelques années, aussi illustre par ses connoissances sur l'histoire du droit public des Païjs-bas que par son attachement à la constitution Belgique, sur laquelle il ne déguisait pas ses sentimens avec ses amis, que ce fut ce concordat qui donna occasion d'étendre le droit de nomination roijale, non seulement aux Abbaijs de filles du Brabant, mais encore aux Abbaijs d'hommes et de filles des autres provinces. Peu-à peu l'on accoutuma les Abbaijs des provinces avec lesquelles le souverain n'avait pas contracté, à recevoir aussi la nomination roijale, tantôt en se prévalant du droit de patronage, tantôt en fésant valoir l'indult de Léon X., tantôt le droit d'approbation et d'agrément de l'élection. Enfin la possession s'est insensiblement établie par tout, et l'autorité l'a fait adopter.

Cependant cette nomination roijale n'était pas encore suffisamment consolidée en 1640., puisque cette année-là Philippe IV. Roi d'Espagne sollicita et obtint un nouvel indult pour la nomination aux Abbaijs de ses états, dans lequel les Païjs-bas sont nommément compris. Cet indult se trouve dans le recueil des Placards de Flandres, tom. 3. pag. 29.

Cet indult se bornait aussi à la vie de ce Prince et l'on ne voit pas que depuis il ait été renouvelé.

Neanmoins il a achevé d'anéantir la liberté des elections sur lesquels le souverain s'est depuis arrogé toute l'autorité sans pouvoir s'empêcher cependant d'en laisser subsister un simulacre.

Si on examine en effet les lettres patentes des Abbés et Abbeses, l'on ij observera que le souverain ij colore toujours son droit de nomination de celui de patronage et d'indult. Il est inconcevable comment, dans ces derniers tems, on réclamait encore un indult du St. Siege tandis qu'à tous autres égards l'on méconnoissait son autorité.

Un fait, connu peut-être du seul auteur de ce Mémoire, prouve encore en faveur du droit d'élection.

Avant l'année 1763. toutes les patentes d'Abbés et d'Abbeses renfermaient la clause suivante : « *Consentant qu'en procédant au choix de votre futur et nouvel Abbé (: ou Abesse) vous elisiez N. comme personne capable et à nous agréable, etc.* »

Cette formule fut changée pour la première fois à Vienne dans les lettres patentes expédiées en faveur de De Victoire Manderlier, nommée Abbessede Linter de l'Ordre de Citeaux en Brabant en adressées, comme elles le sont toujours, aux Prieure et Religieuses de la maison. A la clause susdite l'on avait substitué celle-

ci : *voulant que vous l'acceptiez comme telle, comme personne à ce capable et à nous agréable* ». Le consentement à une élection s'ij trouva abrogé.

L'auteur de ce Mémoire, en fit l'observation au feu comte de Cobenzl, Ministre Pleni-potentiaire, et insista sur le rétablissement de l'ancienne formule, comme plus avantageuse aux Abbaijs des Paijs-bas, et qui laissant du moins encore subsister une ombre d'élection. Il fut appuyé du sentiment du feu comte de Nenij, chef et président, et l'affaire fut envoyée à Vienne, où l'on persista dans la nouvelle formule, qui jusqu'à ce moment avait été ignorée dans les Paijs-bas. Ce ne fut que depuis lors qu'il fut ordonné de l'insérer dans les lettres patentes des Abbés et Abbesses nommés par le Gouvernement Général.

L'on sera convaincu de la vérité de ce fait, si l'on compare entre elles les lettres patentes des Abbés et d'Abbesses antérieures à l'année 1763., et les postérieures.

Il résulte de ce narré que la liberté d'élection des Abbés et Abbesses dans les Paijs-bas n'a jamais été absolument anéantie, et que les nominations roijales aiant été plutôt des coups d'autorité qu'un droit légitimement acquis, elles n'ont pas prescrit ni pu prescrire contre les élections libres et canoniques qui sont de droit commun ecclésiastique, canonisées par tous les conciles, entre autres par celui de Trente et qui sont encore en vigueur dans tout l'Empire, où elles sont d'ailleurs corroborées par l'autorité du concordat Germanique de l'an 1747.

Que les indults accordés par les Souverains Pontifes n'ayant été que personnels, sont depuis long-tems expirés par la mort des princes, auxquels ils ont été accordés.

Que par la révolution des Paijs-bas, le concordat de 1564. est devenu sans objet, et ne doit plus operer d'effet, vu que ce concordat, loin de tenir à la constitution Brabançonne ij a au contraire porté une atteinte formelle en privant les Abbaijs du Brabant de leur ancien usage, consistant dans la liberté d'élection dont elles jouissaient depuis leur fondation.

D'où il suit que rien n'empêche aujourd'hui ces Abbaijs de se réintégrer dans leur droit primitif, dont la force et l'injustice les avaient dépouillées, et de faire disparaître, avec la renaissance de la liberté, toutes les traces de l'abus de pouvoir.

Reste un mot à dire sur la confirmation de ces Abbés, ainsi élus canoniquement.

L'auteur de ce Mémoire n'ignore pas qu'avant les conciles de

Constance et de Bâle, la plupart des Abbés des Paijs-bas recevoient leur confirmation de Rome : il a même sous les ijeux les taxes que ces Abbaijes paijient alors à la chambre Apostolique. Il avouera en même tems qu'il ignore quand et comment ce recours à Romé et le paijement de ces taxes ont cessé. C'est ce d'ailleurs qu'il est inutile d'examiner ici : il sait seulement qu'il n'existe plus dans nos Provinces Belgiques que quatre Abbais consistoriales, qui sont *St. Pierre* et *Eename* en Flandres, *Gembloux* en Brabant et *Ecternach* dans le Luxembourg.

Mais ce qui est vrai, et qui est fondé, non seulement sur le droit canonique mais encore sur le droit divin, est que les nominations roijales n'ont jamais conféré, ni pu conférer, les pouvoirs spirituels, et que les Abbés, quoique nommés par la puissance souveraine, ont tenu d'une autre autorité, légitime et compétente sans doute, la mission et la juridiction spirituelle.

La meme autorité donc qui, depuis que le recours à Rome a cessé, leur a conféré les pouvoirs spirituels, peut encore le faire, et la chose est toute simple. Les Abbés des Abbaijs qui sont consistoriales continueront à demander leurs confirmaions de Rome, ne fut que pour épargner la dépense, ils veulent en renonçant aux privileges de leurs maisons, se soumettre à la jurisdiction de l'Evêque diocésain. Les Abbés et Abbesses des abbaijs dependantes immediatement de l'Ordinaire continueront à demander la confirmation de leurs Evêques respectifs, et les Abbés et Abbesses de l'Ordre de Cîteaux, ceux de l'Ordre de Prémontré, de meme que ceux de la Congrégation de Ste Gênevieve, continueront pareillement à se faire confirmer, soit par leurs Generaux, soit par leurs Peres Abbés.

L'acte de leur installation leur assurera la possession de leurs dignités, et les Abbés membres de l'une ou de l'autre province, n'auront pas besoin d'autre titre pour ij prendre séance, ne fut tout au plus que par déférence pour l'autorité souveraine, les Abbés et Abbesses veuillent s'astreindre à demander l'approbation de leur élection, mais pour le temporel tant seulement, laquelle approbation dans ce cas sera nécessaire, c'est-à-dire qu'elle devra nécessairement etre accordée et gratuitement.

Et quant à la bénédiction, qui diffère essentiellement de la confirmation et qui n'est pas requise pour l'admission aux Etats, les Abbaijs suivront respectivement leurs anciens usages, c'est-à-dire les usages qui ont prévalu chez elles depuis qu'elles se sont dispensées de recourir à Rome.

Encore un mot, et ce mot est essentiel. Il est moralement certain que le pied, qui sera pris dans l'état actuel des choses subsistera, et que ce sera avoir fait beaucoup que d'avoir revendiqué et remis en vigueur un droit ancien en précieux pour les Abbaijs. *Aut nunc aut nunquam.*

Cartarius Abbatis XIX

(Archief Averbode, sectie I, reg. 29), bl. 91-96.

2. Memorandum van Heylen.

Dissertatie vertoonende dat den keus ende Nominatie der Religieuzen hoofden noijt onze Princen is toegestaen of vergund geweest door de Pausen, etc.

Het is een bekende waerheijd dat de institutie, keus en benoeming tot kerkelijke beneficien en digniteiten altijd volgens de Pauselijke Constitutien en kerelijke wetten zijn beschikt geweest en volgens die ordentelijk geplogen.

Daerom wat aengaet den vrijen keus der religieuze hoofden, leert men in de canonike rechten : « Defuncto Abbate cujusquam congregationis, non extraneus eligatur, nisi de eadem congregatione quem sibi *propria voluntate concors fratrum societas elegerit*; quod si aptam personam inter se invenire nequiverint, « solerter sibi de monasteriis eligant ordinandum ». *Can. quam sit necessarium* (1)..

Deze wet en recht hebben de religieusen van Brabant van hunne stigtinge af onderhouden tot dat de Pausen kwalijk onderrigt of verrast (2) wegens den staet des kloosters, daer nu en dan in hebben gedispenseerd, gevende die in commende of laetende bezwa-

(1) Boven deze gemeijne wet, hebben verschijde kloosters (: als alle van Premonstrijt :) wegens den vrijen keus hunner Prelaeten van de Pausen nog bekomen voordeelige Bullen. Zoo schreef Alexander I. des aengaende ten jaere 1177. aldus : « Cum aliqua Ecclesiarum vestrarum Abbate proprio fuerit destituta, sub Patris Abbatis potestate et dispositione consistat, et cum ejusdem consilio, qui fuerit eligendus a fratribus eligatur etc. 't zelf schreef Alexander II.

(2) Nos qui magna negotiorum mole premimur, cogimur nonnumquam aliquorum petitionibus ad ea concedenda adduci, quae postea, veritate comperta et omnibus mature discussis, corrigere convenit. Litterae Sixti IV. de commendis ad Carolum in Chron. Parc. fol. 220.

Commendis, quae non nisi ob gravem ecclesiarum necessitatem ac *illarum favorem alias restaurari nequirent, adinventae dignoscuntur*, finem imponere cupientes etc. Litterae Sixti IV. *ibid.* fol. 228.

ren met eenige pensioenen. Dan beter onderrigt, hebben de zelve afgeschafft en den vorigen vrijen keus door bijzondere brieven wederom gegeven en bevestigd (3).

De gemelde wet, pauselijke Bullen en Privilegien, de kloosters bevoordeelende of hunne tugt regulerende, gelijk alle andere gewoontens en herbringen, hebben de Princen dezer landen in hunne Blijde Inkomsten heijliglijk beloofd ende gesworen te onderhouden soo veel die de religieusen raeken, gelijk men zien kan in die van de hertoginne Joanna 1366., art. 25 en 33., van hertog Antonius a° 1406, art. 29, van Jan den IV a° 1415 art. 48, van Philip den Goeden a° 1430 art. 73, van Karel den Stouten a° 1467 art. 51, van de hertoginne Maria a° 1477 art. 52 ; van Hertog Philip den Schoonen a° 1504 art. 54, van keijzer Karel den V. en zijnen zone Philip art. 56. 57 etc. (4).

Niet tegenstaende die vorige wetten, privilegien en gewoontens bedoelende den vrijen keus der Prelaten, en hunne voordere gerechtigheden door eene solemneele belofte en eed zoo menigmael aen de religieusen waren bevestigd geweest als er Blijde Inkomsten te vinden zijn, is'er eventwel des wegens a° 1515. tusschen den keijzer Karel den V. en de Prelaeten en Prelaeterssen geschil gerezen en den grondsteen gelegd van eene noch onvereffende questie. Immers den voorsz. keijzer op zijn verzoek van den Paus Leo den X. bekomen hebbende eene Bulle, luidende dat er geene met abbatiale digniteijten alhier door den Paus of zijne legaten zouden voorzien worden als bij wille en consent des Prince en van zulke personen die hem aengenaem waren : (Placcaerd-boek fol. 3 Deel I. Chron. Parch. fol. 332) hebben zijne Raeden en dienaers deze tot hun profijt en intrerst tragten te keeren, en alzoo uitgelegt alsof hem alle nominatien tot de gemelde dignitijten waren toegestaen en hij van die konde disponeeren nae lust en welbehaegen en alzoo tot groot voordeel der hovelingen ofte hunne kinderen etc.

Zij hebben den Prins zoo verre overgehaeld (5) dat hij zich

(3) Aldus heeft gedaen Sixtus IV. anno 1476, schrijvende onder andere : *« Accepto. quod licet ex institutis regularibus Praemonstratensibus ac de antiqua et approbata hactenusque pacifice observata consuetudine electio Abbatum... cessantibus Apostolicis reservationibus, ad conventus et monasteriorum eorumdem religiosos pertineat... Nos etc. In Chronico Parchensi fol. 230, item 244.*

(4) Zie Placcaerten-boek I. Deel, fol. 132, 144, 150, 164, 178, 188, 204.

(5) Dat zulks door de Raeden en Hovelingen meest geschied is, en dat de protestatien en oppositien der Prelaeten wegens den vrijen keus regtveerdig waren, gaf klaer te kennen den Cardinael van Tortosa als hij aen de Prelaeten

meende gerechtigd te wezen, en uijt dien hoofde ondernamen de be-
noemingē tot de openvallende prelaturen zonder aenzien van vrijen
keus ofte letten wat hij belooft ende besworen hadde; maer de
Prelaeten ende Prelaeterssen hebben zig aenstonds daertegen ge-
steld, dog te vergeefs, want de raedslieden en princelijke hovelin-
gen blijvende insteren ende den prins streelen, is hij blijven voort-
gaen in zijne pretentie, en heeft nae vele oppositie de abdijen van
St. Michiels en Middelburg ten jaere 1519 en 1520 in commende
gegeven; doch de prelaeten van Tongerlo, Perck etc. hebben met
veel verlies en onkosten zig blijven opponeren en vertoonen dat
zulks tegen hunne regten, privilegien ende gebruyken was welke hij
nog onlangs besworen hadde, en vervolgens dat hij alzo handelende
dede tegen zijnen eed; jae zij hebben hem zoo verre gebrogt dat
hij zelfs bekende dat hij voorsz. abdijen vergevende op zijnen
eed niet gepeijst hadde (6). Des-niettegenstaende zoo is de twist-
zaak onbeslist gebleven, en de Prelaeten hebben enkelijk kennen
bekomen (7) dat'er over den zin der bulle, die wat duyster scheen,

van het Order van Premonstreijt schreef wegens de abdiye van Middelburg:
« Nihil tacui Regiae Majestati et ejus Consiliariis, quod conducere videretur
« ad *juvandas justitiae vestrae partes...* Suaderem nunc libenter Regiae Majestati
« ut pro suo honore ac communi populorum commodo ac patriarum suarum
« dignaretur jubere ut paternitatibus vestris aequa lance justitia ministretur, nisi
« ex hoc plus detrimenti formidarem quam sperem commodi, praesertim quod
« absentibus *satrapis, quorum consilio hic favor* (: commenda abbatiae Middel-
« burgensis;) minus justus Maximilliano datus est. Viderer contra illorum hono-
« rem velle evertere *quod illi efficere voluerunt...* Abhorrescent aliqui suam turpi-
« tudinem, qui *justitiam nunc carnali affectu* oppugnant. Litterae datae Bar-
chionae 17. maj 1519. Copia in archivo Tongerloensi. Zoo geeft ook te kennen
een Ms. dier tijd geintituleerd: *Exposita in facto nominationis per curiales intro-*
ducta. Item Chron. Parch. fol. 336. Van Espen, p. 1, tit. XXXI, c. VIII, n. XXVIII.

(6) « Ambrosius noster, zegt het Chronijk van Park (fol. 343) cum suis, sciens
« magis obediri debere Deo quam hominibus... Regi demonstravit secundum jura
« scripta, privilegia et immemorabilem consuetudinem abbatiis in Brabantia com-
« petere liberam electionem suorum praelatorum, regem in laeto suo introitu
« a^o 1515 abbatibus addixisse et promississe nunquam abbatiam aliquam dandam
« in commendam, et eo usque regem et concilium suum induxit *quod fassus fuerit*
« *se dictorum privilegiorum non recordatum fuisse, quando primam vacantem*
« *abbatiam episcopo Leodiensi addixerat.*

(7) Des wegens heeft den keijzer eene lange ordonnantie uijtgegeven uijt
de welcke blijkt het gene de Prelaeten en Prelaeterssen geopponeerd hebben,
te weten « dat de Pauselijke Bulle, als men die sane verstaen zoude willen,
« tot haerlieden faveur en voordeel, bij den keijzer geïmpetreerd en bij den
« Paus verleend is geweest, te weten tot corroboratien van der vrijen electien
« den voorsz. conventen tot den voorsz. dignitijten van rechts wegen bij heure
« fondatien, institutien, privilegien en costumen, en daer toe bij diversche con-

doch uijt het inzicht des zelfs verzoek genoegzaam af te meten was, eene arbitratie zoude geschieden, en dat de Abdijen intusschen zouden blijven in hunnen vrijen keus, welke noijt gekomen[•] zijnde, is de zaak ook suspens gebleven tot den jaere 1564., als wanneer de Prelaeten, nae vele moeilijkheden beproefd hebben, zig gedwongen gevonden te hebben een accoord of verdrag aen te gaen met den Hertog en Koning Philip den II. (: zonder nogtans te willen prejudiceeren aen hunne rechten en privilegien :) door het welk men over een kwam, dat de religieuzen zouden kiezen of opgeven drij personen, bij hun als de bekwaemste verkooren, uijt welke eenen zoude mogen door den hertog voor Prelaet of hoofd benoemd worden, welken voet van keus en nominatie alzo tot hier toe provisioneel is gebleven ende onderhouden geweest hebbende de Prelaeten alzo gehandeld naer tijds omstandigheden, zoudende andersints hunne kloosters, naer allen schijn, nog minder vrijheid genoten hebben *quia difficilis est victoria contra Principem* (gelijk spreekt eenen rentmeester dier tijd, Peeter Scheelen anno 1552). Voorwaer zij deden volgens dat de voorzigtigheid dicteerde. *Si horrida tempestas aliquo officiorum ordinem inturbet, tolerandum est, quod emendare non possumus*, zegt Zijpaeus tom. 1, fol. 134.

Voorders dat door de Bulla Leonia aen de Majesteijt geens zins toegelaten waren de nominatien ofte provisien der abdijen kan men klaerlijk bespeuren uijt de volgende reflexien.

1° Dat de bekende Bulle door den keijzer verzoegt schijnt op de aenzoeckinghen der Prelaeten zelfs tot uijtsluiting der commendan, pensioenen en pauselijke provisien, door de welke verscheijde vremdelingen alhier merkelyk warden begunstigt tot groot naedeel der kloosters en inborelingen.

2° Dat den Paus de voorsz. Bulle heeft doen publiceren en tot onderhoudinge der zelve medewerken den Prelaet van Ste. Gertruijd tot Loven ende de Proosten van Koudenberg ende Eekhout (:zoo in de selve te zien is. Chron. Parch. fol. 330 :). Indien dan dat die Bulle den vrijen keus der Abten en Proosten benadeeld en des kloosters bestier gelijk onderwierp aen den Prins, hoe waer het begrijpelyk dat den Paus zelfs de hoofden, de Prelaten en Proosten tot de publikatie ende executie diër zoude aenzetten, jae die be-

« firmatien zoo van den keijzer als zijne voorzaeten verleent toebehoorende
« en competeerende en bezondere tot dien eijnde dat commendan, reservatien
« en andere Apostlijke provisien geene standen grijpen zouden. etc. In Chronicon
« Parchensi, fol. 347. 8.

velen? Zulks schijnt te srijden tegen alle regels van beleeftheid en zachtmoedigheid.

3° Den keijzer, als men hem vertoonde dat hij, gevende eenige Abdijen in commenda, dede tegen de rechten, privilegien en gewoontens der zelve door hem bevestigd in zijne Blijde Inkomste, belede dat hij die van St. Michiels aldus toegezegd hebbende aen den Bisschop van Luijck daer op niet gedacht oft gepeijst en hadde (: zie Chron. Parch. fol 334 boven nota 6 :) en vervolgens en meende als dan niet, dat hij door de Pauselijke Bulle daer toe gerechtigd was, zoudende anderssints zijn gedrag daer mede zekerlijk onschuldig hebben.

4° Den Cardinael van Tortosa, tot welken de Prelaeten recours genomen hadden, en die van 't gedrag der hovelingen, steunende op de gemelde bulle ten opzigt der commenden en hertogenlijke benoeming ten uitersten onderrigt was, noemd die eene leelijkheid van die uijt menschelijke genegentheid de rechtveerdigheid bevegten (supra nota 5), in teeken dat die Bulle den Prins geensinds bemagtigde tot het nomineren of aenstellen der prelaeten, gelijk hij ondernam.

5° Den Paus Leo heeft zeker ook niet, tot voordeel des Prins en nadeel der kloosters willen derogeren aen de rechten of privilegien door zijne voorzaeten aen de kloosters wegens de vrijheid van den keus verleend, en door de Hertogen zoo menigmaal bevestigd, zonder hun gevoelen des wegens gehoord te hebben ende eerst expresselijk wederroepen te hebben die gratie, gelijk zijne voorzaeten beloofd hadden (8), en nogtans zulks is niet geschied in teeken dat hij hier door hun geensints wilde belemmeren, welk nogtans ongetwijfeld geschiede als de nominatie ofte provisie der Abdijen of Priorijen door zijne Bulle was aen den Keijzer gegeven geweest.

6° De Pauselijke Bulle zegt geensints dat den Keijzer zal mogen nomineren tot de Prelaturen ofte die voorzien, maer dat zulkx niet zal geschieden (: te weten door den H. Stoel of Nuntius :) *zonder zijn consent en wille en wegens personen hem aengenaem* om aldus uijt te sluiten de vremdelingen of andere, welke voortijds alzo door het Roomsche Hof voorzien werden tegen de ge-

(8) Chron. Parch. fol. 236. Ad iudicium evocarai non possunt (Praemonstratenses) per litteras Apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto huiusmodi mentionem, et qualis alia dictae Sedis indulgentia generali vel speciali ejusmodi tenoris existat, ad quam etc.

meene genegentheid der closterlingen en vaderlanders. Vid. Chron. Parch. fol. 332.

7° Het is niet geloofelijk dat de H. Stoel bij de berugte bulle heeft willen invoeren of toestaen aen den Prins een middel, vererffelijk tot alle klooster-tugt en zeer schadelijk aen alle de Godtshuijzen. Nogtans in dien door de zelve in 't gemeen de nominatie en provisie der Prelaeten of hoofden werden aen den keijzer vergunt, zoo had men zulks ongetwijfeld te verwagten. Immers de hovelingen (: gelijk de ondervindinge altijd heeft bewezen (9) en onder den gemelden keijzer en zinnne opvolgers bevestigd (10) :) zouden meerder gezorgd hebben om hunne gunstelingen wel te doen als goede en bekwaeme hoofden te verschikken of te recomanderen tot het bestier der kloosters, waer door alle tugt moest vervallen en de kloosters allengskens, of ondertusschen seffens, ten onderen gaen.

Uijt dit allen wel overwogen, schijnt genoegzaam zeker dat de Bulla Leonina, den steunstok der hertogelijke pretentie tot de nominatien en provisien des kloosterlijke hoofden etc., geensints tot benadeeling der kloosters is gegeven ofte eenig beletsel aen den vrijen keus der inborelingen heeft willen toebrengen, maer dat de selve enkelijk heeft willen afschaffen ofte verwijderen de nominatien ende provisien der vremdelingen, de welke door het Roomsche hof waren in swang geraekt tot nadeel der inborelingen ende kloosters, en dat'er overzulks geene van die zouden eenige abdijen in commende krijgen ofte pensioenen daer van mogen genieten, ofte voor hoofden door den Paus ofte zijnen Nuntius aangesteld ten zij of ware bij wille en consent des hertogs, en dat die persoonen hem aengenaem waren zonder de inborelingen te willen benadeelen of den vrijen keus te beletten der kloosterlingen door de bewuste bulle trr regarde van den Prins.

Mits dan die bulle den eenigen steunstok en rede der ondernome princelijke nominatien etc. geensints den prins geregtigde of daer toe bemagtigde (: zoo uijt de aengehaelde redenen en omstandig-

(9) Hier over kan men zien het kronijk van Perck fol. 336 et seq., alwaer in 't breed verhandeld word 't geen tot Middelborch en elders is geplogten geweest geeft genoegzame preuve daer van.

(10) Jae bevestigd ; want zelfs naer het berugt accoord ten jaere 1564 aengegaen hebben de hoevelingen zoo verre gegaen, dat' er door hun toedoen Abdissen zijn genomineerd geweest, welke niet waren onder de drij, door de religieuzen voorgesteld, als ten jaere 1668. tot Cortenberg, ende 1680. tot Roosendael (: zoo men vind aengeteekend :) heeft plaets gehad ; doch de Heeren Staeten geïnformeerd, hebben zich daer tegen gesteld, en de possessie dier genoemde ook belet.

heden blijkt :) zijn de kloosterlingen nooit wettelijk van hun regt en privilegien nopen de keus hunner hoofden beroofd geweest, en vervolgens schijnt het zeker te wezen dat zij die regten en privilegien, bij hun tot den jaere 1515. in voegen en geplogen, nog mogen gerustelijk gebruiken en zig daer nae schikken en dat zij geensints gehouden zijn zig te conformeren aen het gene men daer sedert tegen heeft willen invoeren of gedwongen is geweest nopen de nominatien etc. der geestelijke hoofden provisionelijk te admitteren.

En wat schijnd'er ook redelijker en billiger als dat men het geestelijk gansch laet aen het geestelijk, en dat men onderhoud het schoon order door de kerkelijke wetten ingevoerd, en volgen deeze laete den vrijen keus der hoofden aen die, de welke als lidmaeten der zelve moeten dienen en gehoorzaemen? Hincmarus zegt zeer wel: *justum est caput ab illis eligi a quibus debet obediri*. En wat zoude men niet zeggen dat Paus of bisschop, onkundig in militaire zaeken, de benoeming hadde of provisie der capitajnen, colonels en generalen der legers? Men zou zekerlijk zulks aenzien als een groot wanorder en verderfelijk bestier; en nogtans wat is 'et beter als de princelijke ofte koninglijke magt de kloosters van hoofden voorziet ofte belemmert den keus der bestierders?

A. Heijlen, Archivista Tongerl.
Archief Averbode, *ibid.*, bl. 96-103.

* * *

AD HISTORIAM ORDINIS PRAEMONSTRATENSIS IN HUNGARIA :-: :-: :-: :-:

Novissimo tempore compertum est, ante dominationem Turcarum etiam in urbe Szeged fuisse sorores Praemonstratenses. Mirum scriptores rerum Szegedinarum hoc prorsus ignorare (1). En habes, candide lector, quae mihi usque adhuc nota facta sunt:

Anno 1511., expulsis monialibus Benedictinis, in castrum Somlyóvásárhely moniales Praemonstratenses veniunt, ex quarum urbario (2), lingua hungarica confecto annoque 1590 transscripto, excluso quovis dubio apparet:

- 1) moniales e monasterio Szent Lélek (Spiritus Sancti) de Szeged venisse in castrum Somlyóvásárhely,

(1) Varga Ferenc et Reizner János.

(2) *Tört. Tár.* 1903, 414. ss.; Lukácsics P., *A vásárhelyi apácák története*.